

Etaient présents:

Maelle Bourguignat et Marc Letourneux, [CD44](#)

Antoine Chauvin, [MSA Loire-Atlantique – Vendée](#)

Thomas Chevillard, [AFODIL](#)

Marion Gaonac'h, [Région Pays de la Loire](#)

André Gillet, [Association Solidarité Transport](#)

Maude Laurent et Eva Ratovondrahona, [Synergie 53](#)

Jennie Landriau, [MDEDE 85](#)

Camille Boceno, [CCEG](#)

Sébastien Bourcier, [ADEME Pays de la Loire](#)

Didier Vivant, [ORT Pays de la Loire](#)

Xavier Milaret, [DDTM 44](#)

David Minard, [DDTM85](#)

Nathalie Racineux et Mathieu Bossard, [CEREMA Ouest](#)

Sylvie Guimera et Christophe Bargain, [DREAL Pays de la Loire](#)

Excusé:

Olivier Portet, AFODIL

- **Actualités des membres:**

Concernant l'union départementale d'accompagnement à la mobilité solidaire (UDAMS) : elle est un regroupement d'associations de transport solidaire du 44, donnant accès à une assurance solidaire. Elle travaille en étroite partenariat avec le CD44. Cette association spécifique au 44 regroupe 800 bénévoles et 21 associations. Après négociation, cette association a pu diviser par quatre les tarifs de l'assurance auto des flottes de véhicules particuliers des bénévoles utilisés dans le cadre de leur mission (MMA a été sélectionnée). Ces associations accompagnent des personnes en besoin de mobilité pour plusieurs motifs (notamment médicaux ,sociaux....).

Concernant l'ORT des Pays de la Loire, plusieurs événements sont programmés :

- Mardi de l'ORT sur les nouveaux services de mobilité pour les PMR le 12 mars
- Mardi de l'ORT sur la mobilité inclusive le 21 mai
- Colloque de l'ORT sur les véhicules autonomes et connectés dans l'écosystème global des mobilités en juin
- Projet de cartographie des initiatives de la mobilité durable en complément de la plateforme nationale collaborative de France Mobilités (qui vise l'échange de bonnes pratiques, la capitalisation, les innovations ; plateforme gratuite accessible à tous) évoqué dans un second temps.

Ci-après le lien pour s'inscrire à la lettre d'information de l'ORT : <https://www.inscription-facile.com/form/PJkF3MmKePEprKv1sS7>

Pour la DREAL, les actualités sont:

- La LOM est au sénat depuis le 26/11 et prévoit 15 mesures clés:
 - Des solutions alternatives à la voiture individuelle sur 100% du territoire
 - Une augmentation de 40 % des investissements pour améliorer les transports du quotidien
 - La priorité à la remise en état de nos réseaux routier et ferroviaire
 - Un plan sans précédent pour développer les transports en commun et désenclaver les territoires

- La mobilité des personnes en situation de handicap facilitée
- Un accompagnement à la mobilité pour tout demandeur d'emploi
- 100% des informations sur l'offre de mobilité accessibles et la possibilité de faire un trajet porte-à-porte avec un seul titre de transport
- Des navettes autonomes en circulation dès l'année 2020
- Un forfait mobilité durable : jusqu'à 400 €/an pour aller au travail en vélo ou en covoiturage
- Un plan pour développer le covoiturage
- Un plan vélo pour tripler sa part dans les déplacements d'ici 2024
- Un nouveau cadre pour les solutions en libre-service
- Le déploiement du véhicule électrique facilité grâce aux bornes de recharge électriques
- Le déploiement de zones à faibles émissions pour un air plus respirable
- Le permis de conduire moins cher et plus rapide
- lancement du plan vélo et territoires du 14/09/18 et du Fonds vélo et mobilités actives (350 M€ sur 7 ans) le 13/12/18. Une réunion organisée par la DREAL et l'ADEME a eu lieu sur le sujet le 16 janvier, réunissant 80 participants.
- trois études GUT retenues sur la mobilité des personnes en 2019:
 - une étude sur le diagnostic individualisé de mobilité pour un nouvel arrivant en Pays de la Loire,
 - une étude sur la place de la communication et des nudges dans le développement de la marche,
 - une étude mobilité en Sarthe.
 Par ailleurs, une étude sur les points stop est en cours avec le Cerema.

La MSA Loire-Atlantique - Vendée développe de plus en plus des actions sur la mobilité solidaire. Un étudiant de master 2 réalisera un stage sur le pays de Redon pour contribuer à évaluer l'impact du transport solidaire. Un étudiant de master 1 réalisera un stage sur les mobilités durables à Nantes (intégrant notamment le vélo, les tiers-lieux et le numérique).

L'actualité de la Région porte sur le [Réseau Rural Régional](#) et ses deux prochaines réunions (Les Sables d'Olonne le 24 janvier et Sucé-sur-Erdre le 15 mars). Elle souhaite prochainement travailler sur la mobilité des jeunes. La région est nouvellement adhérente au [portail Ouest Go](#). Le coût pour une commune est de 700€/an mais le portail est gratuit pour les entreprises.

L'actualité de la maison départementale de l'emploi et du développement économique de Vendée concerne la mise en place de sa plateforme de mobilité. A noter une convention passée avec Renault concernant son offre de garage solidaire et la location de véhicules ([Renault mobilize](#)).

Pour l'ADEME Pays de la Loire, l'[appel à projets Vélo & Territoires](#) est en cours pour les collectivités territoriales (11 premiers candidats en Pays de la Loire). Une deuxième session est prévue en février. Concernant l'[autopartage](#) dans les établissements publics et privés, 8 structures participent. Il s'agit d'une étude-action financée par l'ADEME pour étudier dans chacune d'elle les possibilités d'évolution de leur parc de véhicules professionnels. L'idée est d'élaborer un diagnostic des freins et leviers par structure et de construire une boîte à outils pour favoriser l'auto-partage. Un premier retour d'expériences est prévu lors d'une journée de valorisation en 2020.

Concernant Synergies 53 deux actions auront lieu au 1er trimestre :

- défi mobilité du 1er avril au 15 juin, recrutement 8 à 10 familles à partir de février pour réduire de 15 % l'autosolisme (bougeons mieux en Haute-Mayenne).

- Sur le territoire du Gal Sud Mayenne , sensibilisation à l'écomobilité de quelques entreprises ou d'une petite zone d'activité pour aller vers un plan de déplacement, financée via le fonds LEADER et le CD53.

Pour la DDTM 85, la Roche sur Yon va actualiser son PDIEA lancé en 2013 (30 structures) pour limiter l'autosolisme et promouvoir les transports en commun et modes actifs pour tous.

Pour le CD 44, les résultats du projet "[Route du futur](#) » (devenu route de demain) seront présentés aux élus en mars pour une signature en juin. Le CD 44 poursuit son projet de plateforme de mobilité : l'étape de benchmarking est réalisée et il est prévu de lancer un appel à projets (financé par le FSE et CD) pour des postes de conseillers mobilité. A noter que la Région accompagne le département sur la location de véhicules pour certains publics (dans le cadre de l'appui à l'emploi), ce qui amène plus largement des questions sur les critères d'attribution et la multiplicité des financements (certaines plateformes parviennent à avoir des financements tout public et pas d'autres).

Actuellement, la délégation de Châteaubriant fait la promotion de l'écomobilité (des réunions publiques sont programmées).

A noter sur Nantes un rapprochement entre Titi Floris et Citiz pour l'autopartage.

La CC Erdre et Gesvres met en œuvre les 15 fiches actions de son plan global de déplacement. Parmi ces actions, figure un schéma de pistes cyclables de 60 km, des compteurs mobiles et des équipements pour les mobilités actives (abris à vélo). Un événement sur la marche et le vélo est prévu courant de la 1ère semaine de juin. La CCEG met actuellement 90 VAE en location et projette de réaliser plusieurs sessions de vélo-école. Une action de développement du vélo touristique ([Véلودyssée](#)) est également en cours. Par ailleurs, la CCEG accompagne des plans de déplacement dans diverses structures (administrations, entreprises ..).

Pour l'association AFODIL, les actions du moment sont la mise en place d'une auto-école associative permettant notamment l'apprentissage pour les migrants avec l'association Mob'in, et la création d'un référentiel pour favoriser son essaimage. L'association a été retenue par le CD49 pour un partenariat jusqu'en 2020. L'association va créer en son sein un poste supplémentaire de conseiller en mobilité. Dorénavant, le conseiller mobilité assure un continuum éducatif sur la mobilité. L'association est parvenue à mettre en place un financement global multipartenarial.

- **Cartographie des initiatives de mobilité durable par l'ORT**

Le projet est soutenu sur 3 ans par l'ADEME. L'objectif est de recenser en Pays de la Loire les initiatives de mobilité durable pour en faciliter la connaissance et le partage. Présenté sur un logiciel libre ([Framacarte](#)) elle sera consultable par le grand public au printemps (exemple de rendu pour l'utilisateur en annexe 2).

La carte recense 10 catégories de thèmes (en annexe 1) comprenant divers types d'actions. La DREAL va partager le tableau source de la cartographie de ORT sur Google Drive afin que chacun(e) puisse l'alimenter (sans oublier de rayer dans le tableau les actions obsolètes avant d'envoyer à la DREAL).

L'association Solidarité Transport transmettra la liste de ses 21 associations et la CCEG va transmettre ses données par mail.

En l'espèce, il s'agit de toutes les initiatives de mobilité (ou de non mobilité comme les tiers lieux) non obligatoires réglementairement.

La diffusion de la carte via le portail open data du CD44 est posée. Les membres du réseau demandent la mise à disposition d'un lien à intégrer dans leur site internet, les données étant publiques.

- **Présentation par AFODIL de la formation des conseillers à la mobilité**

Cette formation continue est organisée en partenariat avec l'école d'urbanisme de Paris et le CNFPT depuis 2017 et accueille entre 10 et 15 stagiaires par an. Elle diffère de la formation proposée par le CNFPT de conseiller mobilité territorial (autre métier).

Il s'agit de former à la connaissance des freins à la mobilité, aux problèmes cognitifs, à l'accompagnement spécifique des personnes en précarité (continuum éducatif de la mobilité), à un diagnostic de mobilité.

Les publics visés par cette formation sont :

- les moniteurs auto-école
- les conseillers en insertion socio-professionnelle
- les conseillers en économie familiale
- les garagistes...

Le prérequis est le bac validé, et la formation débouche sur un équivalent bac +3 avec le titre de Conseiller mobilité insertion (CMI). Cette formation universitaire porte sur 18 jours (2 par mois) et couvre 6 domaines (le social, les transports, les politiques publiques nationales et territoriales, le psycho-social, les sciences de l'éducation et la mobilité).

Le coût de la formation est de 3000€.

La formation de conseiller mobilité fera l'objet d'une fiche ressources pour les membres du réseau. Le CD44 et la MDEDE seront associés.

- **Présentation du covoiturage spontané par le CD44**

Suite à la réforme territoriale (loi Notre) le département s'est posé la question de poursuivre sur le covoiturage, du fait du transfert global de la compétence transport à la région. Néanmoins, le département a décidé de poursuivre son action sur cette thématique.

S'agissant du covoiturage, au-delà des parkings covoiturages, on assiste à un développement des points stop. La différence entre l'aire de covoiturage régulier et le point stop est l'absence de mise en relation amont (notamment numérique) du point stop (et son caractère plus spontané). Le covoiturage est plus occasionnel que pendulaire avec le point stop. Par ailleurs, le covoiturage en temps réel (non numérique) est plus efficace (à supprimer).

Le développement du stop de proximité peut avoir de bons résultats : on parvient parfois à avoir des temps d'attente faibles. Afin de s'assurer que l'emplacement du point stop soit optimal, il est nécessaire de s'inspirer des pratiques spontanées sur les axes roulants. Il faut également cibler les déplacements locaux de petites distances et placer les points stop sur les sites générateurs de déplacement (Administrations, commerces...).

Le taux de covoiturage est fluctuant au regard du prix du carburant.

Concernant le développement des points stop par des initiatives privées, on peut relever les projets de points stops de blablalines (<https://www.blablalines.com/>) et waze (<https://www.waze.com/fr/>).

Selon une étude de l'ADEME, les points stop impliquent un détour de 2 à 3 minutes pour prendre un covoitureur.

Une étude du CD 44 est en cours avec Nantes Métropole sur la liaison piéton-voiture sur les points stop (ex: point stop du Cardo).

Un test a lieu actuellement sur Saint-Nicolas-de-Redon (<https://www.redon.fr/redon-utile/p362-stop-de-proximit-en-pays-de.html>) mais l'aménagement n'est pas optimal et les collectivités concernées ne se l'approprient pas.

A Saint-Nazaire, un panneau test de point stop a été installé en novembre 2014. Au départ mal compris, après explication pédagogique le dispositif est apparu assez clair.

A Sucé-sur-Erdre, un atelier de participation citoyenne a regroupé 70 inscrits au coup de pouce dont 10 autostoppeurs (difficulté de recrutement).

Le CD44 organise des réflexions via les Conseils de Développement sur notamment, un projet de point stop entre Nort sur Erdre et Nozay, entre Lavau sur Loire et Savenay (distance de 4 km propice au covoiturage), Coquelicot sur Orvault, le programme "ecovoisins", comme le Le défi des familles à énergie positive de Synergies 53, bon moteur pour développer covoiturage à Pont-Château, et bien d'autres actions encore. Selon la CCEG le trajet de La Chapelle sur Erdre vers Sucé sur Erdre se fait bien, mais le trajet retour est moins simple. Globalement, le point stop est efficace en zone peu dense, mais perd de son efficacité en zone urbaine du fait de la multiplicité importante des destinations (Le Mans, Nantes, etc...). Ce type d'initiatives nécessite une animation pour se développer et s'ancrer dans les territoires.

Pour synthétiser toutes ces actions, le CD44 a réalisé une [carte des "hypothèses de localisation"](#).

Concernant la possibilité d'utiliser une voie réservée pour le covoiturage (sécurité routière et fluidité), la DGITM limite la circulation à 100 véhicules à l'heure sur la bande d'arrêt d'urgence, ce qui pose le problème de la cohabitation des transports en communs (Lila 1er, 15 bus à l'heure) et des covoitureurs. La voie réservée est cependant un bon complément permettant aux automobilistes de regagner l'éventuel temps perdu pour prendre un stoppeur.

Globalement, il y a un bon accueil de la population pour ce type de pratique même si la difficulté principale est de mobiliser les stoppeurs. Il y a besoin de s'appuyer sur des personnes-relais qui jouent le rôle d'ambassadeurs. Il y a un enjeu d'animation pour favoriser la pratique.

Une fiche ressource sera réalisée sur le sujet par la DREAL, en partenariat avec le CD44.

- **Points divers**

La réunion des rencontres territoriales du [CNEPT](#) aura lieu à Sucé-sur-Erdre autour des 8, 9 10 octobre sur la mobilité en zones peu denses.

Didier Vivant, de l'ORT, évoque le séminaire « mardi de l'ORT » sur les mobilités inclusives. Les membres du réseau pourraient être amenés à intervenir. Le comité de pilotage sur le contenu de ce séminaire aura lieu le mardi 5 février prochain. La DREAL y participera.

Vu le temps restant en fin de réunion, le travail réalisé par la MSA et le CD44 sur la mobilité solidaire et par Synergie 53 sur l'accompagnement au changement n'a pas pu être abordé. Il sera remis à l'ordre du jour de la prochaine réunion de réseau. Les remarques sur les fiches sont les bienvenues d'ici là.

- **Prochaine réunion du réseau**

La prochaine réunion du réseau aura lieu courant juin avec la nouvelle référente du réseau à la DREAL, Célia Raynaud.

Annexe 1: Liste des thématiques et mots-clés de Framacarte

Thématiques	Mots-clés
Planification, organisation	Plan global de déplacements Plan de déplacements entreprise, inter entreprises Plan de mobilité rurale Schéma modes actifs Plan vélos Plan piétons
Accompagnement, sensibilisation, communication	Compte mobilité universel Technologie numérique innovante pour la mobilité et la data Modèle coopératif d'entreprise de mobilité Indemnité kilométrique Incitatif, récompense écomobilité Défi, challenge d'écomobilité Conseil, atelier, expertise d'usage en mobilité Education, formation
Limitation des déplacements	Tiers lieu Maison de service public Espace de travail collaboratif Service itinérant
Mobilités actives	Marche Pédibus ou carapatte Vélo Vélobus ou caracycle Triporteur 2/3 roues à assistance électrique Engin de déplacement personnel
Mobilités partagées	Covoiturage Autopartage Vélos en libre service Auto-stop organisé
Mobilités inclusives et solidaires	Association de transport d'utilité sociale Plateforme de mobilité insertion Garage solidaire Auto-école sociale Service de location VL-cyclo solidaire Dispositif financier d'accès à la mobilité en phase transitoire Approche intégrée égalité femmes-hommes dans les services de mobilité
Transport de marchandises	Charte de logistique urbaine durable Charte objectif CO2 des transporteurs routiers* Label objectif CO2 des transporteurs routiers* FRET 21 EVCOM
Transport de voyageurs	Charte objectif CO2 des transporteurs routiers* Label objectif CO2 des transporteurs routiers* Transport à la demande
Énergies et carburants alternatifs	Électricité GNV, BioGNV Hydrogène
Gestion de l'espace public	Zones à circulation restreinte Voies réservées Stationnements différenciés

Annexe 2: Exemple de rendu Framacarte pour l'utilisateur

À propos x Fermer

Cartographie des initiatives de mobilité durable en Pays de la Loire

Filter...

- Limitation des déplacements
- Limitation des déplacements
- Limitation des déplacements

- Mobilités actives
- Bougeons mieux en haute Mayenne
- Tous à bicyclette !
- Presqu'île

- Mobilités partagées
- Pony Bike
- Indigo Veel
- Vélo Cité
- Autocité +
- Coup de pouce

- Mobilités inclusives et solidaires
- Accompagner l'accès à l'emploi par la Mobi...
- Plateforme mobilité 53

- Transport de marchandises
- Objectif CO2

Bougeons mieux en haute Mayenne

Parteur : G4 Haute Mayenne (53)

Thème : Mobilités actives

Mots-clés :
Pédibus ou caravante
Vélobus ou caracycle
Auto-stop organisé